**Remplacements et extensions ordinaires des réseaux
des Services industriels**

Crédits-cadre annuels 2006

Préavis N° 2005/73

Lausanne, le 13 octobre 2005

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

1. Objet du préavis

Par le présent préavis, la Municipalité sollicite l'octroi, pour l'exercice 2006, d'un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 24'500'000 francs destiné à couvrir les frais de remplacement et d'extension des différents réseaux de distribution des Services industriels (SIL) et à assurer le financement de leurs projets de contracting énergétique.

2. Préambule

Pour éviter une inflation de préavis, permettre une plus grande rapidité d'intervention en supprimant les délais d'obtention des crédits spécifiques et offrir la souplesse d'intervention nécessaire pour faire face aux circonstances imprévisibles et aux cas d'urgence, les SIL présentent une demande groupée de crédits annuels.

Par remplacements et extensions ordinaires, il faut entendre l'ensemble des travaux accomplis annuellement sur les réseaux de distribution (gaz, chauffage urbain, électricité et multimédia) et qui peuvent se résumer comme suit :

- remplacement d'installations vétustes ou de calibre insuffisant ;
- modifications et prolongements de tracés ;
- pose de nouvelles conduites.

Les montants alloués pour les remplacements et extensions ordinaires sont à considérer comme des crédits-cadre, subdivisés en sous-crédits distincts, qui sont ouverts en fonction des différents travaux à entreprendre durant l'année. L'ouverture d'un sous-crédit à valoir sur le crédit de réfection et d'extension d'une année échue n'est pas autorisée. Les sous-crédits sont exploités comme des crédits d'investissement.

3. Situation des crédits-cadre annuels ouverts au 31 août 2005

3.1. Remarques préliminaires

Certains chantiers, ouverts pour les plus anciens depuis 2002, ne seront achevés qu'en 2006, voire en 2007. Les raisons principales qui expliquent la prolongation de l'utilisation de certains sous-crédits sur plusieurs années sont les suivantes :

- les travaux correspondant à des demandes de sous-crédits formulées en fin d'année ne peuvent être achevés que l'année suivante ;
- certains chantiers, en raison de leur taille ou des conditions de travail rencontrées sur le terrain, peuvent être retardés de plusieurs années ;
- les travaux qui impliquent le concours de plusieurs administrations et entreprises privées (État, communes, Swisscom, etc.) sont fréquemment ajournés pour une raison propre à l'un ou l'autre de ces intervenants ;
- enfin, les retards apportés dans la construction de bâtiments ou de lotissements obligent régulièrement les SIL à reporter les travaux de raccordement prévus pour leur alimentation en énergie.

Pour la forme, notons encore que tous les montants qui figurent ci-dessous sont libellés en francs.

3.2. Service du gaz et du chauffage à distance

3.2.1. Distribution de gaz

Année	Crédit octroyé	Montants payés et engagés	Remarques
2003	7'100'000.-	6'976'571.-	
2004	6'600'000.-	6'258'253.-	
2005	7'500'000.-	3'164'615.-	Plusieurs travaux sont encore à adjuger en 2005.

3.2.2. Chauffage à distance

Année	Crédit octroyé	Montants payés et engagés	Remarques
2003	1'400'000.-	1'047'822.-	
2004	1'800'000.-	1'858'002.-	
2005	2'200'000.-	1'866'755.-	

3.3. Service de l'électricité

Les crédits octroyés et les montants payés et engagés du service de l'électricité comprennent les frais de personnel et les intérêts intercalaires. Cette manière de procéder est indispensable pour la détermination de la rémunération de l'acheminement de l'énergie (timbre d'acheminement).

Année	Crédit octroyé	Montants payés et engagés	Remarques
2002	*4'800'000.-	7'085'043.-	Les frais de personnel et les intérêts intercalaires n'étaient pas encore prévus dans le crédit alloué.
2003	9'700'000.-	7'319'927.-	Les frais de personnel prévus pour un montant de 4'269'000.- ont été surévalués.
2004	7'750'000.-	5'121'942.-	Les frais de personnel prévus pour un montant de 3'411'000.- ont été surévalués.
2005	7'750'000.-	3'597'232.-	Les intérêts intercalaires, calculés à la fin de l'année (estimés à 485'000.-), et les frais de personnel du troisième trimestre ne sont pas inclus. Enfin, plusieurs travaux sont encore à adjuger en 2005.

* Ce crédit ne comprend pas les frais de personnel et les intérêts intercalaires.

3.4. Service du multimédia

Année	Crédit octroyé	Montants payés et engagés	Remarques
2003	1'400'000.-	1'300'628.-	
2004	1'400'000.-	954'426.-	Relevons notamment qu'un investissement de 150'000.- à Savigny en partenariat avec la Romande Energie ne s'est finalement pas fait, le coût des raccordements finaux s'avérant trop élevé.
2005	1'400'000.-	691'120.-	Un certain nombre de bâtiments doivent encore être reliés au télé-réseau.

4. Extensions ordinaires 2006

L'ouverture ou non des chantiers d'extension est tributaire des décisions prises par les différents services des SIL, la direction des Travaux, les communes alimentées en énergies, l'Etat de Vaud et Swisscom.

Les facteurs qui influenceront sur les décisions en 2006 sont les suivants :

- les différents programmes des administrations et des entreprises privées relatifs aux travaux de fouilles à exécuter ;
- l'avancement des études ;
- la disponibilité du personnel ;
- les modifications de tracés ;
- les demandes imprévisibles de raccordements d'immeubles ou de lotissements ;
- la réfection des chaussées.

Ces facteurs d'incertitude rendent très aléatoire une planification détaillée. Dans ces conditions, la Municipalité renonce à présenter une liste exhaustive des chantiers prévus et sollicite de votre Conseil les crédits globaux suivants :

Service du gaz et du chauffage à distance

Réseau de distribution du gaz

Remplacement de canalisations :

- à Lausanne	2'170'000.-	
- hors Lausanne	<u>3'990'000.-</u>	6'160'000.-

Pose de nouvelles canalisations :

- à Lausanne	180'000.-	
- hors Lausanne	<u>3'860'000.-</u>	<u>4'040'000.-</u>

Total		<u>10'200'000.-</u>
-------------	--	----------------------------

Contracting énergétique

Développement		<u>100'000.-</u>
---------------------	--	-------------------------

Réseau du chauffage urbain

Remplacement de canalisations à Lausanne		350'000.-
--	--	-----------

Raccordement d'immeubles à Lausanne		<u>4'650'000.-</u>
---	--	--------------------

Total		<u>5'000'000.-</u>
-------------	--	---------------------------

Service de l'électricité

Réseaux de distribution

Réseau de Saint-Maurice

- Extension du réseau moyenne tension et des postes de transformation		145'000.-
---	--	-----------

Réseau de Lausanne

- Extension des réseaux moyenne et basse tensions à Lausanne et hors Lausanne sur les communes alimentées au détail	3'935'000.-	
- Équipement et raccordement moyenne et basse tensions des postes de transformation. Mise en conformité des équipements devenus obsolètes et adaptation des équipements aux nouvelles normes fédérales.....	2'145'000.-	
- Entretien et remplacement du réseau moyenne et basse tensions	430'000.-	
- Achat et remplacement de compteurs	520'000.-	
- Extension et remplacement du réseau de l'éclairage public	600'000.-	7'630'000.-

Des recettes d'investissement (finances d'équipement) seront facturées en 2006 pour un montant estimé à un million de francs et portées en amortissement. Toutefois, le montant des intérêts intercalaires calculés sur cette somme s'élève à 75'000 francs et viendra en diminution de charge

-75'000.-

Total

7'700'000.-

(Le total ci-dessus comprend des intérêts intercalaires et des frais de personnel pour 2,1 millions de francs.)

Service du Multimédia

Raccordements du télé-réseau.....

1'500'000.-

Des recettes d'investissement (participations des propriétaires) seront facturées en 2006 pour un montant estimé à 450'000 francs et portées en amortissement.

Les investissements détaillés ci-dessus permettront au service du gaz et au service du chauffage à distance d'augmenter leurs ventes annuelles respectivement de 31'177 et 15'435 MWh. Le service du multimédia, pour sa part, en retirera des recettes annuelles supplémentaires de 130'000 francs.

Selon la demande de la Commission permanente des finances dans son rapport d'examen du préavis des extensions ordinaires de 1998, nous présentons ci-dessous la répartition des dépenses selon les critères du développement des réseaux et de leur entretien (le contracting énergétique constituant une rubrique à part).

Développement des infrastructures	14'480'000.-
Entretien des infrastructures	9'920'000.-
Contracting énergétique	100'000.-
Total	24'500'000.-

5. Plan des investissements

Le montant du crédit nécessaire à la réalisation de ces extensions figure au plan des investissements de l'année 2006 pour un montant de 24'500'000 francs.

6. Conclusions

Fondée sur ce qui précède, la Municipalité vous prie, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis n° 2005/73 de la Municipalité du 13 octobre 2005;

ouï le rapport de la Commission permanente des finances qui a examiné cette affaire;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

1. d'allouer à la Municipalité un crédit d'investissement du patrimoine administratif de 24'500'000 francs pour couvrir, durant l'exercice 2006, les frais de remplacement et d'extension des différents réseaux des Services industriels ainsi que le financement des projets de contracting énergétique, somme à porter au débit des comptes suivants du bilan :

Réseaux du service du gaz et du chauffage urbain	15'200'000.-
Contracting énergétique	100'000.-
Réseaux du service de l'électricité	7'700'000.-
Réseau du service du multimédia	1'500'000.-
Total	24'500'000.-

2. d'autoriser la Municipalité à enregistrer les charges d'intérêts et d'amortissements y relatives, calculées en fonction des dépenses réelles.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :
Daniel Brélaz

Le secrétaire :
François Pasche